



Assemblée générale

UN LIBRARY

SEP 30 1992

UN/ISA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A /47/340
13 août 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 95 de l'ordre du jour provisoire*

PROMOTION DE LA FEMME

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme comme il est stipulé dans la résolution 46/97 du 16 décembre 1991 et en application de la résolution 39/125 du 14 décembre 1984.

* A/47/150

ANNEXE

Rapport sur les activités du Fonds de développement
des Nations Unies pour la femme

1991

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1 - 7	3
II. GESTION DU PROGRAMME.....	8 - 96	5
A. Région de l'Afrique.....	9 - 32	5
B. Régions de l'Asie, du Pacifique et de l'Asie occidentale.....	33 - 49	10
C. Amérique latine et région des Caraïbes.....	50 - 68	14
D. Suivi et évaluation.....	69 - 77	18
E. Initiatives de caractère mondial.....	78 - 88	21
F. Diffusion et information.....	89 - 96	24
III. GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE.....	97 - 102	26
A. Gestion.....	97 - 99	26
B. Situation financière.....	100 - 102	26
IV. CONCLUSION.....	103	27

/...

I. INTRODUCTION

1. La fin de la guerre froide et la ruée vers des systèmes démocratiques à plusieurs partis ont laissé espérer en 1991 que la paix pourrait permettre de dégager un dividende au profit du développement. Or, à qui ce développement bénéficiera-t-il? Etant donné l'extrême rareté des postes importants occupés par des femmes dans les domaines législatifs, judiciaires et administratifs, et ce dans le monde entier, il nous faut nous demander qui pourrait assurer la représentation et la participation des femmes. Si le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) peut jouer un rôle important en faisant prendre conscience aux responsables de l'action publique de cette question, il lui faut néanmoins également aider les femmes à obtenir les moyens de faire connaître les préoccupations qui leur sont propres et à promouvoir les changements qui pourraient influencer de manière positive sur leur condition. A cet égard, il est intéressant de noter, dans toutes régions, la constitution d'associations féminines en réaction directe au maintien des femmes en marge de la vie politique. UNIFEM fait face à la situation en appuyant les efforts déployés pour aider ces femmes à acquérir les qualifications, l'expérience et la confiance nécessaires pour participer à un processus de développement plus dynamique et faisant place à une plus grande partie de la population.

2. La plupart de l'action d'UNIFEM porte déjà sur les moyens d'établir un lien entre les activités des femmes au niveau des individus et le processus de prise de décision qui dicte leur avenir à l'échelle de la nation. Il est essentiel que les responsables de l'action publique comprennent mieux la manière dont leurs décisions influent sur la vie des femmes à l'échelle locale. Il est aussi essentiel que les femmes sachent comment définir et négocier une position qui leur convienne davantage. En 1991, les programmes d'UNIFEM ont aidé les femmes à obtenir un accès à l'enseignement, aux soins de santé, aux droits à la terre, aux droits juridiques, à la technologie et au crédit par des initiatives directes et en mettant des femmes en rapport avec les responsables de l'action publique. Il est toutefois évident que donner aux femmes les moyens d'exprimer leurs besoins et leurs préoccupations n'est qu'un aspect de la tâche à accomplir. Il faut également leur ouvrir de nouvelles possibilités d'accès aux ressources pour leur permettre de prendre le contrôle de leur destinée. UNIFEM s'efforce dans une mesure croissante de trouver des moyens novateurs qui permettent de satisfaire aux besoins des femmes en matière de crédit, de technologie, de formation et autres ressources.

3. A l'échelle locale, UNIFEM a aidé les femmes à relever leur niveau de vie en augmentant leurs revenus. Au Zimbabwe, par exemple, où les femmes des campagnes passent un temps considérable à ramasser du bois de feu pour leur foyer et l'exploitation de petites entreprises, UNIFEM a oeuvré de concert avec une organisation non gouvernementale locale, le Zimbabwe Energy Resource Organization (ZERO) pour mettre en oeuvre un projet qui a permis d'introduire dans la région des fours à brique et des fours et réchauds alimentaires ayant un bon rendement énergétique de manière à aider les femmes qui fabriquent des briques, font du pain ou produisent de la bière à économiser le bois de feu, préserver leur environnement et consacrer davantage de leur temps aux activités de production et de commercialisation.

/...

4. A l'échelle nationale, UNIFEM a permis à des centaines de femmes opérant à l'échelle locale de prendre des contacts directs avec les responsables de l'action publique. Pendant l'année, il a financé une série de sommets nationaux sur l'environnement pour les agricultrices du Bangladesh, d'Inde, du Népal et du Pakistan. Ces sommets ont aidé les femmes à définir et analyser les difficultés auxquelles elles se heurtent et à élaborer des solutions aux problèmes courants. Ils ont également abouti à la formulation des rôles complémentaires qui doivent être assumés par les gouvernements et constitué des forums dans le cadre desquels les délégués des pays à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (CNUED) ont pu écouter ce que ces femmes avaient à dire. Celles-ci ont parlé des répercussions des problèmes environnementaux sur leur vie quotidienne et sont retournées dans leur village en ayant l'impression d'avoir établi une connexion avec le processus de formulation des politiques nationales. Elles ont également ôté aux responsables de l'action publique le moindre doute que ceux-ci pouvaient avoir quant à l'aptitude des paysannes à analyser leur situation et à réagir aux problèmes environnementaux.

5. A l'échelle internationale, UNIFEM a oeuvré pour ouvrir aux femmes l'accès aux forums mondiaux et leur permettre de participer à ces derniers. Etant donné l'effet profond que la dégradation de l'environnement exerce sur la vie des femmes pauvres, le Fonds a détaché une Conseillère spéciale pour les questions relatives aux femmes, à l'environnement et au développement au Secrétariat de la CNUED dans le but de faciliter l'intégration des préoccupations des femmes dans le processus de planification et de préparation du Sommet "planète Terre". Pendant l'année, UNIFEM a également assumé la coprésidence d'un groupe de travail inter-organisations sur les femmes, l'environnement et le développement dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et parrainé des agricultrices, scientifiques, gestionnaires des ressources, parlementaires et jeunes chefs de file de sexe féminin pour leur permettre d'assister aux réunions internationales dans le cadre desquelles étaient formulées les stratégies et politiques de la CNUED.

6. Les Pays Bas ont renforcé ces efforts en fournissant les services d'une Conseillère technique pour les questions d'environnement chargée de faciliter l'inclusion de ces questions dans tous les éléments des programmes du Fonds. Cette conseillère a également aidé à constituer un dossier sur les études de cas d'UNIFEM aux fins de la préparation de la pochette d'information intitulée "Les femmes, l'environnement et le développement durable" à laquelle un prix a été décerné, et de la production de deux vidéos. Ces aspects du programme pour l'environnement d'UNIFEM à l'échelle locale, nationale et internationale se sont renforcés mutuellement et ont contribué à assurer que les femmes ont été inscrites à l'ordre du jour du Sommet "planète Terre".

7. Des progrès sensibles ont été réalisés pendant l'année dans le cadre des efforts déployés pour établir et faire officiellement reconnaître la productivité économique des femmes grâce à la publication de l'ouvrage intitulé "Les femmes dans le monde 1970-1990, Tendances et statistiques". Cet effort, réalisé en collaboration par UNIFEM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Division pour la Promotion de la femme et le Bureau de statistique de l'ONU¹ décrit dans le détail la condition des femmes par comparaison à celle des hommes. Il est impératif que les activités de plaidoyer puissent s'appuyer sur des chiffres mais les données statistiques ne suffisent pas pour présenter une image cohérente et convaincante de la condition féminine aux responsables de l'action publique. Cette nouvelle publication rassemble toutes les données disponibles dans les domaines de la vie de la famille, la vie publique et le

/...

processus de prise de décision, la santé et la maternité, l'éducation et l'économie. "Les femmes dans le monde" ne laisse aucun doute quant au fait que l'écart se creuse entre les femmes et les hommes sur le plan économique et social.

II. GESTION DU PROGRAMME

8. Les stratégies qui permettent à UNIFEM d'utiliser au mieux ses ressources limitées ont été définies et leur poursuite a été encouragée dans chaque région. Les paragraphes suivants indiquent les principales mesures prises dans le cadre de chaque programme régional dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture ou du commerce et de l'industrie, et décrivent les politiques macroéconomiques et les actions de planification nationale - soient autant de domaines qui revêtent une importance stratégique pour les femmes les plus pauvres des pays en développement. Ces efforts visent non seulement à satisfaire aux besoins des femmes mais aussi à contribuer au développement à l'échelle locale et mondiale. Ils peuvent également être répétés en d'autres lieux et leur portée peut être élargie par d'autres organismes.

A. Région de l'Afrique

9. Au premier semestre de 1991, un effort spécial a été effectué pour procéder à la clôture de 54 projets qui avaient été menés à terme mais n'avaient pas encore été clos officiellement ou sur le plan financier. Ce résultat a été atteint au bout de deux mois consacrés à la mise au point des budgets et à l'obtention de l'approbation par les organes d'exécution des résultats financiers définitifs. Cette action a permis non seulement à la Section Afrique d'UNIFEM de gérer son portefeuille de projets dans de meilleures conditions mais aussi de dégager des fonds au titre de nouveaux engagements.

10. Au deuxième semestre, l'attention a essentiellement porté sur le portefeuille des 70 projets en cours et sur la préparation de nouveaux projets sur la base des informations produites par les consultations avec le personnel d'UNIFEM et les principaux partenaires qui opèrent dans la région. Il a été décidé de certaines améliorations qui pourraient être apportées à la démarche poursuivie pour atteindre l'objectif fondamental de la sécurité alimentaire et financière, améliorations qui ont été incorporées dans les travaux récapitulés ci-après.

Agriculture et sécurité alimentaire

11. Dans ce domaine, le Plan d'investissement pour l'Afrique reconnaît que les femmes africaines ont une connaissance approfondie des processus de production, de transformation et de préparation des nourritures locales. Etant donné les connaissances que ces femmes possèdent et la compétence dont elles font preuve au niveau des technologies relatives à l'alimentation, le programme Afrique a déterminé qu'il était nécessaire d'appuyer la contribution des femmes par la promotion et la consommation de nourritures locales.

12. Pour ce faire, UNIFEM, en association avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Centre

/...

multinational de programmation et d'exécution de projets de Niamey (MULPOC), examinera la possibilité de promouvoir les céréales produites localement dans le cadre d'efforts de collaboration à la planification de la sécurité alimentaire à l'échelle nationale déployés au niveau des activités de planification et de l'action.

13. L'équipe technique de soutien, en collaboration avec la Section Afrique, a organisé deux réunions régionales, à Harare et à Dakar, en novembre 1990. Des organismes internationaux ont été consultés à cet égard, dont l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNICEF, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Appropriate Technology International (ATI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Sainte Desjardin, et des organismes inter-africains tels que l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES), l'Institut panafricain pour le développement (IPD) et le Centre for Agricultural mecanization and Rural Technology (CARMATEC). Leurs recommandations ont été incluses dans le programme technique de soutien pour l'Afrique.

14. Il est maintenant procédé à la mise en oeuvre d'un nouveau programme technique au Cameroun et au Ghana où UNIFEM est en train de constituer des portefeuilles d'investissements dans le secteur de l'alimentation et de l'agroindustrie pour accroître la viabilité technique et économique de certaines technologies. Ces efforts permettront de fournir une base à l'adoption de décisions informées sur les investissements dans le domaine alimentaire.

15. A la suite de la grave sécheresse qui a sévi dans la région de Kordofan, au Soudan, le PNUD a affecté 500 000 dollars de son allocation pour les secours d'urgence à ce pays pour financer une partie des coûts du projet d'UNIFEM "Food grain Storage and Food Grain Banks at the Household Village and Rural Council level" (entreposage des céréales et banques de céréales au niveau des ménages, des villages et des conseils ruraux). Cette décision a donné lieu à un accroissement de plus de 100 % du budget de ce projet, ce qui a permis à UNIFEM et au PNUD de faire face à la nécessité d'élargir sans attendre l'accès d'une population de plus en plus nombreuse à des méthodes d'entreposage des céréales appropriées, de faible coût et sans infestations de parasites.

16. En 1991, la Section Afrique, en collaboration avec African American Insitute et les programmes mondiaux et interrégionaux du PNUD, a organisé un symposium consacré au développement de techniques communautaires dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de la sécurité alimentaire sur la base des travaux du Centre international de physiologie et d'écologie entomologiques (ICIPE), au Kenya. Il a été procédé à une mission d'étude en association avec la section technique de l'ICIPE pour définir les programmes qui pourraient être envisagés à l'avenir, ce qui a permis de formuler un projet visant à élargir l'accès de la collectivité aux techniques améliorées de gestion des parasites et des vecteurs en donnant aux femmes les moyens de tirer des revenus de la commercialisation de ces technologies.

17. Pendant cette période, UNIFEM a lancé des programmes en République-Unie de Tanzanie et en Namibie pour lesquels il a été décidé que la démarche la plus appropriée consisterait à laisser au pays même le soin d'exécuter le projet. Bien que le projet "Credit Scheme for Productive Activities of Women in the United Republic of Tanzania", qui bénéficie d'un appui du Danemark, soit opérationnel depuis février 1991, ses résultats sont lents à se manifester et demeurent inadéquats. Deux missions de suivi ont révélé l'existence de

/...

plusieurs obstacles opérationnels au sein des ministères responsables du projet, ont montré que l'on avait sous-estimé l'ampleur des travaux préparatoires nécessaires et ont indiqué certaines carences au niveau des dispositions institutionnelles ainsi que le manque de motivation du personnel. Un système de gestion du projet est à l'étude, qui renforcera l'importance accordée dans le cadre de ce projet aux femmes à l'échelle locale en constituant des groupes servant d'intermédiaires pour assurer le contact avec ces dernières.

18. Cette opération, ainsi que d'autres a montré que, si l'on veut que les pays se chargent de l'exécution des projets, il se peut qu'il faille prévoir une plus longue période de préparation dans certains pays pour permettre de constituer des moyens nationaux et de réaliser les études de référence avant la mise au point définitive du document du projet. Le PNUD doit assurer une formation complète en temps opportun pour ce qui est des aspects opérationnels et de l'action à mener. Dans le cadre de cette formation, les pouvoirs publics et les institutions nationales, y compris les organisations non-gouvernementales, devraient avoir la possibilité de procéder à des consultations pour déterminer les ressources nationales qu'il leur sera possible d'allouer pendant un temps déterminé. Les observations effectuées en République-Unie de Tanzanie et en Namibie permettent à UNIFEM de confirmer le fait qu'il importe de former les responsables nationaux dans les divers domaines de l'exécution d'un projet avant l'approbation du financement d'un programme.

19. L'analyse de la discrimination sexuelle et la formation des responsables de l'action publique dans le secteur agricole/alimentaire sont des éléments importants du Plan d'investissement pour l'Afrique. Deux spécialistes des questions relatives à la discrimination sexuelle financées par UNIFEM se sont, par exemple, joints à une mission du Fonds international de développement agricole (FIDA) au Cameroun pour formuler un projet visant à développer l'emploi dans l'ensemble du pays des technologies de production d'huile de palme qui ont été couronnées de succès sur une petite échelle. Une attention particulière a été portée à l'adoption de mesures de sauvegarde pour permettre aux femmes de bénéficier du processus d'expansion des opérations sans voir disparaître les possibilités qui leur étaient offertes sur une plus petite échelle.

20. UNIFEM déploie d'importants efforts pour multiplier les effets des initiatives qu'il prend dans le cadre de son programme et ainsi remplir sa mission d'agent catalyseur. Dans le cas d'un projet de technique alimentaire entrepris au Lesotho, les femmes ont pu cultiver des arbres fruitiers et des plantes sources de bois de feu, planter et procéder à la transformation des légumes, construire un barrage et créer des débouchés pour leurs produits. Le projet a été adopté par le ministère du développement des collectivités qui le reliera à une initiative similaire entreprise près de la région de Maputu.

Industrie et commerce

21. Confrontés aux problèmes posés par la pauvreté, le chômage et les dures conséquences de politiques macroéconomiques comme l'ajustement structurel, un grand nombre d'Africains tirent leur subsistance et leurs revenus du commerce dans le secteur non structuré. Lors des missions qu'elle a récemment effectuées au Sénégal et dans la région de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et grâce à sa participation à l'atelier de la zone d'échanges préférentiels en Zambie, la Section Afrique a déterminé que les femmes qui pratiquent un commerce de part et d'autres des frontières et

/...

ont des micro-entreprises constituent un groupe distinct auquel il convient de prêter assistance. Des mesures sont prises pour créer un environnement favorable qui permette de fournir un appui aux femmes en ce domaine. Dans une première étape, une étude réalisée au Ghana, au Mali et au Tchad contribuera à déterminer l'étendue et la nature des besoins et des préoccupations des femmes et des possibilités que leur offrent les échanges de part et d'autre des frontières.

22. Un appui a été fourni aux associations des femmes dans les entreprises dans le cadre de l'action menée par le secteur commerce et industrie de la SADCC. Une stratégie d'assistance commune faisant intervenir la SADCC, les associations de femmes dans l'entreprise et UNIFEM est issue d'un séminaire de planification auquel ont participé trois femmes de chacun des 10 Etats membres de la SDACC.

23. UNIFEM a conclu une entente avec le PNUD aux fins d'un projet intitulé "Gambia Development Trust Fund". Ce projet est une initiative de grande envergure qui doit permettre à la collectivité, et en particulier aux femmes, d'avoir accès au crédit et de mettre en place un mécanisme de financement durable des activités rurales. Ce fonds fiduciaire a suscité un intérêt considérable parmi les autres organismes donateurs comme la Banque mondiale, qui a accepté de l'utiliser pour faire transiter une partie de ses allocations de crédit. L'Office allemand de la coopération technique fournira également un financement pour assurer la formation de forgerons, et une organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni doit affecter au fonds fiduciaire la totalité des montants produits par le marathon international qu'elle organise chaque année. Des négociations sont également en cours avec les Communautés économiques européennes. Le projet relatif à la Gambie illustre parfaitement le rôle d'agent de catalyse qu'UNIFEM peut jouer pour obtenir des capitaux à l'appui de la promotion des femmes.

24. Un deuxième atelier d'UNIFEM a été organisé au Sénégal avec l'assistance de l'équipe technique de soutien au profit des directeurs de projet, pour examiner avec ces derniers les questions d'administration, de suivi, d'évaluation et d'analyse de la discrimination sexuelle et redéfinir leur rôle en tant qu'agents chargés de faciliter le déroulement des opérations. Etant donné la réaction positive provoquée chez les directeurs de projets par la possibilité de contribuer aux résultats des projets d'UNIFEM et d'influer sur ceux-ci, la Section Afrique a décidé d'institutionnaliser cet effort conjoint de formation des directeurs de projet et d'organiser ces ateliers tous les deux ans.

25. Il ressort en outre d'une étude détaillée des projets relatifs au crédit et aux technologies que, pour faire fonds sur les aspects positifs d'opérations entreprises à l'échelle locale en Afrique et perpétuer ces aspects, il importe de mettre l'accent sur : a) le savoir-faire des femmes africaines dans les collectivités en considérant non plus tant les besoins que les ressources (l'appréciation des institutions et des talents qui existent dans la population autochtone est essentielle au Plan d'investissement pour l'Afrique); b) un processus d'apprentissage à double sens, qui donne aux femmes la possibilité de participer en tant que spécialistes à la formation de techniciens, de directeurs et de responsables de projet dans les domaines pertinents (ce qui implique la fourniture d'un soutien aux institutions qui sont manifestement déterminées à apprendre ce qu'ont à leur enseigner les femmes qui opèrent au niveau local et à collaborer avec celles-ci); et c) la formulation de moyens différents de procéder à des changements dans le cadre de la planification et de la formulation des politiques à l'échelle locale, régionale et nationale (on assiste actuellement à l'apparition de structures

organiques et de réseaux qui pourraient permettre d'obtenir l'appui d'un vaste auditoire).

Macro-politiques et planification nationale

26. UNIFEM a affecté des ressources non négligeables aux efforts déployés pour incorporer dans la politique générale du développement les aspects relatifs à l'équité entre les sexes et les implications des enseignements tirés des travaux réalisés avec les femmes à l'échelle locale. Au cours de la période considérée, le Plan d'investissement pour l'Afrique a déployé des efforts considérables pour renforcer ces activités en collaboration avec les Gouvernements nationaux et les partenaires de l'ONU.

27. En Gambie, par exemple, UNIFEM participe à la formulation du cinquième programme de pays du PNUD ainsi qu'à d'autres activités réalisées par le PNUD dans des domaines tels que la diversification de l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, la gestion économique et la constitution des moyens nationaux, ou la lutte contre la pauvreté. Le Fonds a également participé à une réunion de donateurs organisé par le PNUD au Sénégal en vue d'harmoniser les actions de développement qui ont trait à l'environnement, encourager les opérations de cofinancement dans le cadre du cinquième programme de pays et déterminer les sites auxquels les interventions des donateurs devraient être consacrées en priorité. Un comité de suivi a été créé, qui a recommandé, entre autres stratégies, l'intégration des composantes relatives aux femmes et au développement dans tous les projets et programmes relatifs à l'environnement.

28. Toujours en Gambie, où UNIFEM fournit un appui au Bureau de la femme depuis 1988, le Fonds a participé à un examen tripartite en vue d'examiner la demande présentée par le Bureau pour obtenir un financement au cours des périodes à venir au titre de projets à la planification et à l'exécution desquels il a largement contribué. On peut citer ici à titre d'exemple un prêt de 7 millions de dollars de la Banque mondiale destiné aux femmes. Le projet en question met essentiellement l'accent sur l'accroissement de la production agricole et de la formation des agricultrices ainsi que sur l'amélioration de la santé maternelle.

29. Pendant la période couverte par les données, UNIFEM a suivi de près l'examen final et l'évaluation de la phase d'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA). Le Fonds soutient la position générale selon laquelle il conviendrait de mettre en oeuvre un deuxième Programme d'action, en adoptant toutefois une approche différente. Il conviendrait, à cette fin, de reformuler le concept de "redressement" dans le cas de l'Afrique pour prendre en compte la crise des réfugiés, le problème du virus de l'immunodéficience humaine/syndrôme de l'immunodéficience acquise (VIH/SIDA), des considérations relatives à la préservation de l'environnement, les questions de sciences et techniques et les conceptions dans une optique à long terme du développement économique et de l'intégration régionale.

30. Le Fonds fait face à ce problème en s'efforçant de doter la région des moyens nécessaires pour procéder à une analyse de la discrimination sexuelle et incorporer dans la politique générale les questions concernant les femmes et le développement. Une évaluation préliminaire de la situation au Cameroun, en Ethiopie, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie montre que, bien qu'une fraction non négligeable du financement consacré au développement soit affectée à des activités de formation portant sur les questions d'équité entre

/...

les sexes et que ces pays disposent de ressources humaines ayant les compétences et les connaissances requises en la matière, les efforts déployés pour assurer une formation systématique en ce domaine demeurent tout à fait inadéquats. La Section Afrique organisera une séance de réflexion pour permettre aux principaux spécialistes et organismes de la région de définir un programme d'action pour assurer une formation dans le domaine de l'équité entre les sexes et la constitution des moyens nécessaires, y compris les méthodes et stratégies permettant d'incorporer les questions relatives à l'équité entre les sexes dans la politique et la planification nationales.

31. Au Zimbabwe, un groupe de donateurs a formé un groupe de services-conseils aux petites entreprises en collaboration avec des consultants et des chercheurs. Les représentants de la direction d'institutions financières et d'entreprises ont également organisé une séance de réflexion, pour débattre des facteurs qui contrecarrent les efforts déployés pour encourager le secteur des petites entreprises. UNIFEM est largement responsable de l'organisation d'une série de réunions consacrées par ce groupe au secteur des entreprises en cette phase initiale de l'ajustement structurel et du programme de libéralisation des échanges. L'ACDI et la Fondation Adenauer ont par la suite participé au financement de ces séances.

32. Enfin, en établissant des liens plus étroits avec les médias, la Section Afrique espère obtenir le concours de ces dernières en vue d'accroître la portée des efforts de sensibilisation à la question de l'équité entre les sexes et celle des activités de plaidoyer au profit des femmes et du développement dans la région. Au Sénégal, des interlocuteurs ont été sélectionnés dans les médias pour faciliter la diffusion régulière d'informations sur les questions intéressant les femmes. Un bulletin d'information bilingue sur la femme et le développement est publié chaque trimestre au bureau de Dakar dans le cadre des efforts de plaidoyer d'UNIFEM en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. En 1992, il sera procédé à la mise au point d'une stratégie générale concernant les relations avec les médias pour UNIFEM en Afrique.

B. Régions de l'Asie, du Pacifique et de l'Asie occidentale

33. La place plus visible qu'occupe UNIFEM dans la région parmi les donateurs, au niveau des mécanismes nationaux et des grandes organisations non-gouvernementales a accru le nombre des options qui peuvent être considérées aux fins de la mise en application du plan pour la région (Stratégie de développement pour l'Asie et le Pacifique). Grâce à la présence notable du Fonds dans la région, aux relations qu'il a cherché à établir avec les institutions et à sa quête des possibilités qu'offrent les médias de promouvoir des exemples de participation des femmes au développement le type et l'envergure des projets soumis à UNIFEM se sont nettement améliorés. En 1991, la Section Asie et Pacifique a géré un portefeuille de 55 projets dont 13 ont été clos et sept ont été reformulés.

34. Le plan d'action de la Section Asie et Pacifique pour la période de deux ans considérée met l'accent sur quatre activités spécifiques: l'élargissement des possibilités de participation des femmes, la formulation de modèles effectifs pour incorporer les questions relatives aux femmes dans la politique générale, le renforcement des moyens des grandes institutions et l'obtention de la collaboration des médias. Les activités de plaidoyer sont une composante importante des diverses opérations dans les trois grands domaines du programme comme on peut le voir ci-après.

Agriculture et sécurité alimentaire

35. La préparation de la stratégie que poursuivra UNIFEM dans le but d'incorporer les questions relatives à l'équité entre les sexes dans le processus de développement agricole en Asie a commencé. Cette stratégie considère le développement agricole comme un système doté d'une dimension nationale et d'une dimension locale et postule qu'il est possible d'intégrer de manière effective les questions examinées dans le cadre général lorsque ces deux aspects sont fondamentalement liés. Elle pose également en principe que tous les petits propriétaires - qu'ils soient de sexe masculin ou de sexe féminin - sont touchés par les politiques, programmes et projets agricoles. Il est donc important de répondre à la fois aux préoccupations spécifiques des agricultrices sur le plan de la discrimination sexuelle et à celles qui sont communes à tous les petits propriétaires, hommes et femmes.

36. Des méthodes novatrices sont employées pour former ou renforcer dans son intégralité le lien qui existe entre les besoins et les préoccupations à l'échelle locale et les structures macropolitiques au niveau desquelles les décisions relatives à l'agriculture sont prises. Dans une première étape, une mission préparatoire appuyée par les Pays-Bas a été entreprise dans le but de définir les priorités nationales au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan. La mission s'est essentiellement efforcé de déterminer les "moyens" nécessaires aux grandes institutions agricoles pour rendre leurs politiques et programmes équitables pour les deux sexes. La participation des groupes de femmes intéressées est un aspect essentiel de la constitution de ces moyens.

37. L'organisation de quatre sommets nationaux des cultivatrices pauvres du Bangladesh, d'Inde, du Népal et du Pakistan a été, en 1991, une importante initiative de la section Asie et Pacifique qui a débouché sur le Sommet des cultivatrices sur l'environnement mentionné précédemment et organisé à Lahore (Pakistan). Quelque 400 cultivatrices pauvres (c'est à dire des femmes qui ne possèdent pas de terres ou appartiennent à une tribu, des agricultrices marginales et des habitantes des taudis urbains) ont participé à ces sommets. Elles ont décrit les préoccupations que suscitaient chez elles des sujets comme l'emploi par des femmes d'engrais et d'insecticides chimiques, l'absence de contrôle sur leurs terres et le fait que leurs besoins ne sont pas pris en considération dans le cadre des opérations de gestion des ressources forestières et en eau, soient autant de facteurs qui ont des effets défavorables sur la qualité de leur vie. Elles ont évoqué de manière éloquente l'empoisonnement des sources d'eau par l'écoulement des produits chimiques, la dégradation des forêts et l'érosion des collines, des sols réduits à l'état de blocs durcis par l'emploi de produits chimiques et l'utilité d'insectes et de verres de terre depuis longtemps disparus. Ces sommets ont contribué à préparer à la CNUED les responsables de l'action gouvernementale qui y ont participé, ont été très instructifs pour tous les participants et ont également ouvert la voie à la formulation de politiques, et à l'établissement de procédures de recherche et de systèmes d'éducation et de législation qui sont davantage justifiables pour les femmes.

38. Dans le cadre des efforts déployés par le Fonds pour incorporer les questions relatives aux femmes dans la politique générale, des ateliers de formation ont été organisés à l'intention des responsables du projet de sériculture portant sur plusieurs millions de dollars et financé par la Banque mondiale dans dix-sept états de l'Inde. Dans le but également de répondre à la nécessité d'amener les institutions pakistanaises du secteur moderne à ouvrir aux femmes l'accès au crédit agricole, UNIFEM a organisé la visite par

/...

de hauts responsables de l'administration fédérale chargés de la planification des politiques et par des membres de la direction de quatre grandes institutions financières, d'importants organismes publics et d'organisations non gouvernementales, du Programme de fourniture de crédits à la production aux femmes des régions rurales au Népal et des programmes organisés par la Graamen Bank et le Comité d'action rural au Bangladesh. Des entretiens ont pris place par la suite au niveau fédéral, qui ont porté sur les méthodes qui pourraient être appliquées sur la base des modèles examinés et plusieurs organisations multilatérales et bilatérales ont indiqué qu'elles envisageraient de fournir leur appui au programme de crédit rural qui a résulté de ces entretiens.

39. Le compte-rendu de la Conférence régionale de 1990 de la Banque asiatique de développement et d'UNIFEM a été publié dans un ouvrage intitulé Gender Issues in Agriculture, qui rassemble des études de cas portant notamment sur les méthodes relatives à la mise en oeuvre des programmes et projets agricoles et les principaux discours consacrés aux questions d'équité entre les sexes dans le cadre du développement agricole qui ont été examinées pendant la conférence. Cet ouvrage fait l'objet d'une vaste diffusion parmi les responsables de la politique agricole dans l'ensemble de l'Asie.

40. Les instituts agricoles universitaires sont un autre moyen institutionnel d'assurer la prise en compte dans la politique générale des questions d'équité entre les sexes. Une initiative d'UNIFEM a permis aux enseignants des instituts agricoles du Bangladesh et du Népal de travailler en collaboration avec leurs homologues de l'Institut agricole universitaire de Wageningen (Pays-Bas) pendant deux semaines à la formulation d'un programme qui incluerait les questions de discrimination sexuelle dans les principaux cours et programmes d'étude agricoles. Les enseignants néerlandais assureront le suivi de ces efforts en procédant à une mission en Asie dans le but de mettre au point les programmes pilotes pour lesquels on s'efforce d'obtenir un cofinancement auprès d'autres donateurs.

Commerce et industrie

41. L'Asie connaît actuellement ce qu'il est possible de qualifier de deuxième révolution industrielle. La rapide croissance enregistrée par la région a amené UNIFEM à définir une stratégie pour satisfaire aux besoins des femmes qui travaillent dans l'industrie. Cette stratégie a été formulée par un processus de consultations avec des organisations d'ouvrières, des intellectuelles, l'OIT et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). L'accent est mis sur quatre types d'activité qui explorent et encouragent les innovations qui pourraient permettre de créer un environnement économique propre à permettre aux femmes qui travaillent, qu'elles soient salariées ou à leur compte, de profiter dans la même mesure des fruits du progrès industriel. Ces activités consistent: a) à suivre l'évolution de la restructuration industrielle en s'intéressant plus particulièrement aux questions spécifiques qui offrent des possibilités sur le plan de l'équité entre les sexes comme les nouvelles technologies, b) à appuyer les innovations en matière d'organisation telles qu'elles apparaissent du fait des efforts collectifs des femmes salariées et des micro-entrepreneurs; c) à fournir une infrastructure adéquate qui permette d'assurer des services en commun comme la formation et la fourniture de services-conseils aux entreprises au profit des femmes qui travaillent pour leur propre compte et dans des petites entreprises et d) à élargir l'accès des femmes au secteur dit moderne grâce à des systèmes de formation qui leur permettent d'acquérir des qualités de chef et des qualifications. Les industries auxquelles UNIFEM s'intéresse tout particulièrement sont les industries de

l'électronique, du vêtement, de la transformation alimentaire et des produits pharmaceutiques. Toutes ces industries emploient un grand nombre de femmes et les questions pertinentes à la transformation de l'industrie s'y posent de manière notable.

42. Un projet d'envergure régionale intitulé "Asian Women Workers" exécuté par le Comité des femmes asiatiques, organisation régionale qui existe depuis de nombreuses années, est la première initiative lancée dans le cadre de la stratégie de formulation des programmes pour l'industrie. Le projet organise des ateliers de formation et des voyages d'étude pour des femmes qui travaillent à l'échelle locale et enregistre leurs observations de manière à pouvoir suivre l'effet des tendances récentes. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, des activités ont également été entreprises en collaboration avec l'OIT, l'ONUDI et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) dans le but de mettre au point des projets novateurs qui puissent servir de modèle à un développement industriel fondé sur l'équité entre les sexes.

43. Avec l'aide de l'équipe technique de soutien, un projet pilote consacré au capital-risque pour les micro-entreprises en Thaïlande a été élaboré, qui fait du capital-risque un moyen d'atténuer la pauvreté. Le projet est basé sur une analyse détaillée par UNIFEM des besoins des femmes entrepreneurs ayant un faible revenu et de la mesure dans laquelle une société nationale de capital-risque pourrait satisfaire à leurs besoins de financement.

44. En Mongolie, où la libéralisation de l'économie s'est traduite par un accroissement du chômage, notamment parmi les femmes, UNIFEM fournit son appui à la Fédération des femmes mongoliennes dans le but de procéder à l'essai d'un modèle de crédit aux individus qui pourrait être appliqué dans une large mesure par les communautés des banques et des donateurs.

Macro-politique et planification

45. Les interventions d'UNIFEM dans ce domaine du programme ont mis l'accent sur les activités de plaidoyer ainsi que sur la mise au point de moyens d'action conceptuels et méthodologiques novateurs, comme le recouvrement et l'analyse des données et des statistiques et la formation dans le domaine des questions d'équité entre les sexes. La Section Asie et Pacifique a mis au point une ligne d'action pour faire face aux bouleversements politiques constatés en Afghanistan et au Cambodge, en collaboration avec le PNUD et le Département de la coopération technique pour le développement (TCD) du Secrétariat de l'ONU. Une fois qu'une mission d'évaluation statistique aura été effectuée dans chacun de ces pays, un appui sera fourni à l'Union des femmes cambodgiennes pour permettre à cette dernière de se doter des moyens d'utiliser données et statistiques pour plaider la cause de la participation des femmes au développement. En Afghanistan, l'accent sera mis sur les difficultés propres aux femmes au niveau des ministères publics, des organismes multilatéraux et des ONG. Au niveau des individus, un appui sera fourni aux groupements de femmes constitués à l'échelle locale pour fournir à ces derniers les moyens d'exécuter des projets qui améliorent leur existence.

46. Il est possible d'établir un lien entre le fort accroissement du taux de participation à la population active indiqué par le recensement de 1991 en Inde et l'appui systématique accordé conjointement par UNIFEM, le FNUAP et des ONG nationales à la Direction générale de l'Etat civil pour assurer une comptabilisation exacte du travail des femmes. Les Gouvernements du Népal et du Pakistan ont également demandé à bénéficier d'une assistance technique et

/...

d'un financement d'UNIFEM dans le but d'assurer un traitement équitable des deux sexes dans le cadre de leurs recensements. UNIFEM collabore étroitement avec le Bureau de statistique du Secrétariat de l'ONU¹ et le Bureau de statistique d'Etat de la Chine qui est en train de préparer un projet dans le but de renforcer la mesure dans laquelle le système statistique permet de prendre en compte les activités des femmes. Dans le cadre de ce projet, une brochure de vulgarisation intitulée "Hommes et femmes de la Chine" qui contient des statistiques décrivant la situation relative des femmes et des hommes dans divers domaines, sera publié avant que la quatrième Conférence mondiale consacrée aux femmes n'ait lieu à Beijing en 1995.

47. L'assistance fournie par UNIFEM au Gouvernement philippin pour aider ce dernier à formuler le plan de développement pour les femmes qui fait pendant au plan de développement national à moyen terme 1988-1992 est un important exemple des activités de plaidoyer du Fonds. La Commission nationale sur le rôle des femmes philippines a, avec l'assistance technique d'UNIFEM, mis au point un module qui fait état des principales interventions réalisées dans le cadre de la formulation d'un plan de développement national faisant une place équitable aux deux sexes. Des modules de formation destinés aux administrations publiques et aux ONG et consacrés aux activités de planification et de plaidoyer portant sur les questions d'équité entre les sexes sont également en cours de préparation. Ce modèle novateur a suscité l'intérêt d'autres gouvernements comme celui de l'Indonésie, qui a envoyé une équipe de travail parrainée par UNIFEM aux Philippines. Par la suite, le ministère indonésien de la condition féminine a organisé un séminaire, dont les résultats seront utilisés par le Gouvernement pour formuler le programme qu'il prévoit d'appliquer pour faire une place aux femmes dans le cadre de la planification nationale générale.

48. La guerre du Golfe a gravement compromis les efforts d'UNIFEM en Asie occidentale. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), dont les bureaux se trouvaient à Bagdad, s'est pour un temps installée à Amman (Jordanie) et repris l'exécution d'un certain nombre de projets d'UNIFEM après pratiquement un an d'interruption. En consultation avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales féminines, un programme d'action visant à élargir le champ des possibilités d'emploi des femmes est en cours de préparation pour la Jordanie, le Liban et le Yémen. Dans ce dernier pays, UNIFEM collabore avec le PNUD pour mettre en place un système de crédit automatiquement renouvelable pour les femmes qui participent à un important projet financé par le PNUD.

49. Dans le Pacifique, le projet pilote qui vise à intégrer les femmes dans le processus de planification nationale dans les Iles Cook, en Papouasie-Nouvelle Guinée, dans les Iles Marshall et à Tuvalu a donné lieu à la participation des services de planification centrale, des mécanismes pour les femmes et des organisations féminines nationales à une série d'exercices préparatoires. Le PNUD a indiqué qu'il appuierait l'extension du projet à d'autres pays insulaires du Pacifique à la clôture de ce dernier, en 1992.

C. Amérique latine et région des Caraïbes

50. Pendant l'année qui vient de s'écouler, la Section Amérique latine et Caraïbes a porté ses efforts sur la poursuite de la formulation de stratégies pour les sous-régions, la recherche de nouveaux partenaires dans la région, l'évaluation des partenariats déjà établis ainsi que la détermination et l'articulation des projets dans le cadre des programmes sous-régionaux. La section a également géré un portefeuille de 49 projets. L'attention a porté, non seulement sur les trois domaines essentiels du programme d'UNIFEM, mais

aussi sur les questions de plus en plus graves qui commencent à se poser pour les femmes dans la région, à savoir le problème des réfugiées et des personnes déplacées, l'environnement et la violence à l'encontre des femmes qui est un problème structurel qui fait obstacle à la pleine participation des femmes au processus de développement.

51. Le Plan d'action participatif pour l'Amérique latine et les Caraïbes est un programme régional exécuté dans le cadre de cinq stratégies formulées pour les sous-régions Amérique centrale, Mexique et Panama et Caraïbes hispanophones; Caraïbes anglophones, pays andins; Brésil et Paraguay et, pour finir, Cône austral. La stratégie qui sera finalement présentée mettra l'accent sur le renforcement institutionnel des organisations féminines et des bureaux pour les femmes, la formation aux activités de gestion, l'intensification des efforts de sensibilisation aux problèmes des femmes dans les secteurs public et privé, la recherche des mesures qui peuvent être prises dans les domaines prioritaires et l'échange systématique et structuré d'informations.

Agriculture et sécurité alimentaire

52 Les femmes de cette région, comme celles des autres régions du globe, assument de très importantes responsabilités au niveau de la production, de la diffusion et de la préparation des aliments pour leur famille et la collectivité. Comme, toutefois, elles se heurtent à de graves obstacles dans l'exercice de ces responsabilités, UNIFEM vise à doter les femmes des capacités qui leur sont nécessaires aux différents stades du cycle alimentaire, à réduire le fardeau indu qu'elles assument dans le cadre des opérations de production, et à favoriser la mise en place d'un cadre politique favorable qui reconnaît et appuie la contribution des femmes à la sécurité alimentaire.

53. UNIFEM coopère avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et souhaiterait renforcer la composante relative à l'équité entre les sexes du Centre des programmes et des projets d'investissement de l'Institut qui produit les évaluations du secteur agricole des pays de la région. L'Institut a des antennes dans 32 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. UNIFEM a fourni son appui à l'adoption d'une perspective féminine dans un projet intitulé "Agricultural Policies, Women and Agricultural Development" entrepris en collaboration avec l'Institut, a organisé des ateliers de formation avec des membres du personnel dans deux centres et animé un séminaire de sensibilisation à l'équité entre les sexes destiné au personnel de direction en collaboration avec le FIDA.

54. Une enquête sur les technologies appropriées en El Salvador, au Guatemala, au Mexique et au Nicaragua a été réalisée en consultation avec l'équipe technique de soutien d'UNIFEM. Cette étude a confirmé que la plupart des projets techniques font abstraction des problèmes propres aux femmes et qu'aucune attention particulière n'est portée aux systèmes qui pourraient économiser le temps et l'énergie de ces dernières, accroître leur productivité, améliorer leur état physique et allonger le temps de loisirs dont elles disposent. Les résultats de cette enquête, ainsi qu'un projet d'annuaire des organisations qui s'occupent des technologies appropriées à ces pays sont maintenant disponibles. Dans la région andine, une enquête a également été réalisée sur les ressources humaines et les institutions qui participent à des activités de recherche, aux programmes de technologie alimentaire ainsi qu'aux programmes pour les femmes en Equateur et au Pérou. Il est procédé, sur la base de ces informations, à l'établissement d'une liste

/...

des consultants de la région et d'un annuaire des institutions qui opèrent dans ce secteur pour faciliter les efforts consacrés par UNIFEM à la diffusion d'informations sur les technologies appropriées.

55. Pour faciliter la participation des femmes à l'agriculture et aux autres secteurs productifs de l'économie, UNIFEM fournit son appui aux activités productives des femmes en fournissant des crédits, diffusant des informations sur les technologies et en sensibilisant les responsables de l'action publique à l'équité entre les sexes. L'initiative "Assessment of Women's Participation in the Credit Union Movement" qui se déroule actuellement au Suriname est un exemple de ces efforts. Les recommandations produites par la première phase de cette évaluation préconisent une restructuration de l'organisation, la poursuite d'efforts visant à éliminer les obstacles auxquels se heurtent les femmes au niveau des services et de leur mobilité au sein du mouvement, et la mise au point de modules de formation qui répondent aux besoins des femmes pauvres. Ce projet servira de test avant la mise en oeuvre de projets similaires dans l'ensemble des Caraïbes.

Commerce et industrie

56. Les objectifs généraux des travaux effectués dans la région au titre de cette partie du programme consistent à formuler des approches novatrices pour faire disparaître les obstacles auxquelles se heurtent les femmes dans le secteur non structuré. Par exemple, bien que la participation des femmes dans ce secteur augmente, les gains qu'elles peuvent tirer de leur travail diminuent. Le programme encourage la poursuite de politiques du crédit, de formation, des prix et autres qui tiennent compte des difficultés propres aux femmes. La stratégie retenue consiste à intervenir au niveau de la région dans laquelle deux projets ont été élaborés en très étroite collaboration avec l'équipe technique de soutien.

57. UNIFEM a entrepris de formuler en collaboration avec Acción Internacional, organisation non gouvernementale bien établie qui a une expérience considérable des programmes de crédit mis en oeuvre par l'intermédiaire de filiales locales en Amérique latine, un projet de crédit régional intitulé "Crédit pour les femmes dans le secteur non structuré". Ce projet aura recours à un mécanisme novateur de prêts relais financé à partir des ressources locales des pays hôtes; en application de ce système, les banques locales ouvriront des lignes de crédit aux filiales locales d'Acción en Bolivie, au Brésil, en Colombie et au Guatemala en échange de la garantie d'une lettre de crédit fournie par une banque offshore. Ces filiales prêteront à leur tour aux femmes qui ont des micro-entreprises et serviront ainsi plus de 15 000 femmes. C'est la première fois qu'UNIFEM poursuit un projet de cette envergure, qui pourrait en outre prendre encore de l'ampleur si les institutions locales qui servent d'intermédiaires, les organisations non gouvernementales et les banques en décidaient ainsi.

58. Un autre projet qui porte sur le soutien technologique consenti à titre préparatoire à la sous-région des Andes aura pour effet de fournir un appui technique dans les domaines prioritaires communs du plan d'action de diffusion des technologies adopté par cinq pays pendant une réunion de planification à laquelle ils ont participé pour mettre en oeuvre un processus de collaboration multidisciplinaire qui s'entretienne de lui-même à l'échelle nationale. L'un des résultats obtenus en la matière a été la formation de comités inter-institutionnels pour l'amélioration de la diffusion des technologies auprès des femmes en Bolivie et en Colombie. Ces initiatives ont engendré de nouvelles activités dans les pays.

/...

59. UNIFEM a fourni une assistance à la Banque centraméricaine de développement dans le but d'élargir l'accès des femmes aux ressources financières en influant sur la politique de la Banque. Une analyse de la situation des femmes en Amérique centrale a également été mise à la disposition de la banque ainsi que d'auditoires plus vastes dans la région.

60. La Conseillère technique régionale d'UNIFEM, basée à Quito, a pris ses nouvelles fonctions. Des plans sont actuellement élaborés dans le but de faire davantage de publicité aux succès remportés par des femmes qui ont utilisé des technologies appropriées dans des petites entreprises. L'un de ces plans consiste à octroyer un prix décerné au niveau de la région "Mujeres y Tecnologías Alimentarias" en association avec une organisation non gouvernementale régionale, à savoir la Comisión para la Educación de Adultos en América latina (CEAAL).

Macro-politiques et planification nationale

61. Dans plusieurs pays de la région, les mouvements féminins ont fait état de besoins pressants auxquels les gouvernements ne semblent pas être en mesure de faire face. La mise en place et la consolidation de structures institutionnelles et de mécanismes qui permettent aux femmes d'exposer leurs besoins constitue donc une priorité stratégique.

62. Le programme établi pour cette région est conçu de manière à permettre l'intégration des questions relatives à l'équité entre les sexes dans les politiques et plans nationaux. Il se compose fondamentalement de trois éléments: a) le renforcement de l'aptitude des femmes à exprimer leurs aspirations et exposer leurs besoins, b) la fourniture d'une assistance aux entités gouvernementales et non gouvernementales nationales et régionales pour permettre à ces dernières de se doter des moyens nécessaires pour inclure les questions d'équité entre les sexes dans les législations et politiques nationales ainsi que dans le cadre du développement, et c) la mise à exécution de programmes qui visent à assurer l'équité entre les sexes.

63. A titre d'exemple de l'appui fourni en ce domaine, on peut citer l'assistance accordée à une organisation non gouvernementale au Panama aux fins de la préparation d'un document opérationnel sur les femmes qui décrit la condition des femmes panaméennes ainsi que leurs besoins et leurs aspirations, la formulation d'une stratégie visant à mettre au point et à appuyer des projets environnementaux au Brésil en collaboration avec d'autres organisations internationales et nationales, compte tenu des plans et politiques du Brésil en ce domaine, et la fourniture d'un appui à un séminaire de formation régional consacré à la formulation de projets incorporant les aspects d'équité entre les sexes et devant permettre de former les techniciens de rang intermédiaire de huit pays à divers aspects de la formulation des projets; ce séminaire de deux semaines est organisé dans les locaux de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture au Costa Rica.

64. La participation d'UNIFEM à la deuxième conférence régionale sur la lutte contre la misère en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue en Equateur et qui a débouché sur l'adoption de l'aspect d'équité entre les sexes en tant que principe incorporé par l'Etat dans les stratégies opérationnelles pour les années 1990 est une intervention qui a fait date. Comme indiqué dans le document, l'inclusion de l'aspect d'équité entre les sexes dans un processus de développement sans misère implique, tout d'abord, que l'on réexamine les concepts économiques de base qui excluent généralement les activités au sein du ménage. Pour ce faire, il devient notamment

/...

nécessaire de redéfinir le travail au foyer et le travail non rémunéré en tant qu'activité productive et de l'inclure dans les statistiques des comptes nationaux et du travail. Deuxièmement, la restructuration des relations entre les sexes implique deux types d'interventions: des actions stratégiques qui ont des répercussions à long terme et visent à établir de nouvelles options dans le cadre des relations du travail, de la législation et des responsabilités associées à la reproduction, et des actions pratiques qui ont des répercussions plus immédiates et visent à satisfaire aux exigences associées aux conditions en vigueur comme la fourniture de garderies d'enfant et d'autres services communautaires aux mères qui travaillent.²

65. UNIFEM opère également conjointement à d'autres organisations de l'ONU. En Colombie, le PNUD et UNIFEM fournissent une assistance technique au Comité consultatif pour la jeunesse, les femmes et la famille dans le but de formuler un plan qui permette de favoriser la consolidation du Comité en une entité administrative au sein de la Présidence. L'UNICEF et UNIFEM ont collaboré à la constitution d'institutions régionales et, par le biais des projets relatifs à la survie des enfants, à des études visant à éliminer les stéréotypes sexistes des manuels scolaires employés dans les écoles primaires à Belize, au Honduras et, prochainement, au Costa Rica. Un manuel de formation de base sur la promotion de l'estime de soi est distribué à divers groupes de la région dans le cadre du projet.

66. Une autre initiative importante d'UNIFEM concerne la population des réfugiés. Le Fonds a entrepris de collaborer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA) et le Programme de développement en faveur des personnes déplacées, des réfugiés et des rapatriés (PRODERE). Le Fonds fournit son assistance technique aux fins de la définition de la teneur et de la structure de réunions spéciales, ainsi que du cadre conceptuel de la démarche suivie pour assurer l'équité entre les sexes et le développement.

67. UNIFEM s'associe aux efforts déployés par le PNUD pour aider le Gouvernement d'El Salvador à renforcer son plan de reconstruction national (qui fait partie intégrante des Accords de paix de Chapultepec). Le Fonds participe essentiellement à ces activités pour aider l'inclusion des principes d'équité entre les sexes dans le plan et les diverses propositions relatives au projet.

68. L'appui fourni par la Section à l'Asociacion Venezolana para una Educacion Sexual Alternativa (AVESA), qui est une organisation non gouvernementale très respectée basée à Caracas (Venezuela) témoigne de sa détermination à apporter une solution au problème général des actes de violence perpétrés à l'encontre des femmes dans la région. Grâce à un financement consenti par le Comité d'aide au développement (CAD), AVESA a commencé à sensibiliser les officiers de police aux questions de discrimination sexuelle et à leur donner une formation qui leur permette d'accorder l'attention voulue aux victimes d'agressions sexuelles. La portée du projet initial, qui a permis de former 120 officiers, a été élargie et les activités de formation devraient toucher plus de 1 000 stagiaires et 250 membres de la police judiciaire. Les cours ont été intégrés dans le programme d'études de l'Ecole de police.

D. Suivi et évaluation

69. Il est essentiel qu'UNIFEM puisse obtenir des informations en retour sur les aspects des programmes et projets financés qui ont donné de bons résultats, sur ceux qui ont échoué et sur les raisons de ces succès ou échecs,

/...

pour poursuivre ses efforts de programmation et de plaider. L'approbation donnée en juin 1991 par le Conseil d'administration du PNUD à la création au Fonds d'un poste stratégique pour assurer les opérations d'évaluation a accru la mesure dans laquelle il est possible de constituer des dossiers de référence sur les efforts déployés de manière à permettre leur imitation ou leur adoption par d'autres, et l'application des leçons acquises dans le cadre du processus d'évaluation des nouveaux projets.

70. Au premier semestre de 1991, il a été procédé à deux évaluations en collaboration avec les services opérationnels et les coordinateurs régionaux d'UNIFEM qui ont porté sur: a) la formation dans le domaine de l'équité entre les sexes et b) les conseillers techniques nationaux dans la région Afrique. Au deuxième semestre, il a été procédé à l'évaluation de projets appuyés par UNIFEM dans le domaine de la fourniture de crédit et de technologies aux femmes. Certains des points essentiels de ces évaluations sont récapitulés ci-après.

71. La formation dans le domaine de l'équité entre les sexes a pris une importance accrue dans les programmes poursuivis par UNIFEM au cours des dernières années pour incorporer ces questions dans la politique générale. Plusieurs projets visant les responsables de l'action publique, les planificateurs et les mécanismes établis pour les femmes et axés sur la fourniture d'une formation dans le domaine de l'équité entre les sexes ont été financés par UNIFEM, et ont donné lieu à une active participation des coordinateurs régionaux, souvent en tant que formateurs, à la plupart d'entre eux. Il reste toutefois à déterminer s'il est possible de détecter une corrélation entre la formation dans le domaine de l'équité entre les sexes en tant qu'instrument de la prise en compte de ces questions dans la politique générale et l'élargissement de l'accès aux ressources générales. L'évaluation a commencé par un examen sur document de la totalité des projets de ce type d'UNIFEM, suivi par une Conférence internationale consacrée à ce sujet et à la planification du développement, organisée conjointement par le Conseil de la population et l'Institut Christen Michelsen à Bergen (Norvège) à l'occasion de laquelle les coordinateurs régionaux et les agents de formation d'UNIFEM des régions de l'Asie et du Pacifique, d'Afrique et d'Amérique latine ont procédé à des échanges de vues et d'opinion et fait part de leurs préoccupations communes avec les participants.

72. Les consultations menées par le Fonds lui-même à Bergen, qui ont bénéficié de la présence de deux éminents experts, ont abouti à la conclusion qu'il conviendrait de former le personnel d'UNIFEM de manière à le doter des connaissances les plus poussées qui soient dans le domaine de l'analyse de la discrimination sexuelle et de la planification et que, à l'avenir, une formation dans le domaine de l'équité entre les sexes devrait être incluse dans tous les projets réalisés dans les communautés et appuyés par UNIFEM en tant que moyen supplémentaire de donner aux femmes le contrôle de leur destinée. Un document d'information d'UNIFEM consacré à cette évaluation et intitulé "Gender training: experiences, lessons and future directions" a été publié.

73. Une initiative consistant à affecter des conseillères techniques nationales au Burkina Faso, au Niger et au Tchad dans le but de formuler des modèles qui permettraient d'inclure les questions d'équité entre les sexes dans les processus de planification nationale et les tables-rondes des donateurs, a été lancée en 1986-1987, grâce à un don généreux des Pays-Bas, sous la supervision de la Coordinatrice régionale d'UNIFEM qui est basée à Dakar. L'évaluation de ces efforts en 1991 a permis de dégager les

/...

conclusions préliminaires suivantes: au Burkina Faso, la conseillère technique nationale a été un lien important dans le développement d'un cadre national pour les femmes, c'est à dire d'une stratégie multisectorielle qui doit être entérinée par toutes les parties en présence et soumise aux donateurs. Bien que l'intervention de la conseillère technique au Niger ait donné lieu à la préparation d'un document complet sur les femmes et le développement, rien n'indique, dans ce cas, que les enseignements acquis aient été diffusés par le biais des consultations sectorielles complémentaires, ni qu'elles aient influé sur le processus de planification national. Cet état de fait tient en partie à l'insuffisance des activités de suivi et de l'appui matériel fourni aux conseillères techniques nationales et en partie à des modifications internes de l'organisation et des programmes de l'Etat. La formule adoptée par le Tchad a consisté à poster la conseillère technique nationale dans le cabinet du ministre chargé du nouveau portefeuille des affaires sociales et de la condition féminine. Bien que l'on ait compté que cette situation lui assurerait une place très visible, ses fonctions sont demeurées plus administratives que pratiques.

74. Il convient de noter que, dans le contexte actuel qui se caractérise par la restructuration des gouvernements, les mécanismes nationaux sont souvent incorporés au ministère de la Santé (comme c'était le cas au début des années 1980). Les organisations politiques féminines perdent pied dans le déferlement des systèmes à partis multiples et, fait peut-être plus grave, elles ne participent guère au processus de "démocratisation" qui se déroule actuellement et qui définira les nouveaux cadres des politiques de leurs pays. La Section Afrique a entrepris de revoir son programme régional, et ses stratégies d'inclusion des questions spécifiques aux femmes dans les politiques générales seront refondues et axées sur le rôle spécifique d'UNIFEM et des conseillères techniques nationales face aux contraintes et aux possibilités associées à la situation présente et aux paradigmes naissants.

75. S'agissant de l'évaluation des efforts déployés par le Fonds en ce qui concerne l'accès des femmes au crédit et aux technologies, une des grandes leçons qui s'inscrit dans le cadre des principes fondamentaux qui régissent ces efforts est à quel point il est important que les femmes jouissent du droit de posséder les activités bénéficiant d'un soutien de l'extérieur pour que ces activités puissent devenir rentables et durables. Les rapports d'évaluation continuent d'insister sur le fait qu'il est nécessaire d'obtenir la participation des femmes aux opérations de définition, de conception, d'exécution, de suivi et d'évaluation des projets et des programmes, et de donner à ces dernières le moyen de participer à ces activités.

76. Le Comité d'examen des projets d'UNIFEM continue d'être un précieux forum pour procéder à l'examen collectif des projets pour lesquels un financement est sollicité et déterminer leur pertinence pour les femmes ainsi que la mesure dans laquelle ils peuvent permettre d'attirer des ressources générales pour ces dernières. Ce processus fournit la possibilité de faire bénéficier les projets aussi bien des compétences du personnel de l'organisation que de celles de conseillères techniques extérieures, ce qui contribue à accroître la qualité des dits projets et des résultats qu'ils produisent. Les efforts accrus déployés pour améliorer la qualité des projets pendant les processus d'élaboration et d'évaluation ont permis de considérablement raccourcir les délais qui s'écoulaient entre la date à laquelle un projet était approuvé et le moment auquel il est mis à exécution.

77. UNFEM est déterminé à faire une place aux femmes et à renforcer leur influence de manière à leur permettre de s'organiser, de constituer des réseaux, de négocier et de plaider à divers niveaux du processus de prise de

/...

décision, des communautés aux forums internationaux. Il importe de mettre au point des instruments appropriés de suivi et d'évaluation pour suivre les progrès réalisés en ce domaine et une évolution essentiellement qualitative. Cette tâche est l'un des aspects de la mission que devra accomplir l'unité dans le cadre de son plan de travail pour 1992.

E. Initiatives de caractère mondial

78. UNIFEM continue de procéder à des interventions stratégiques dans les domaines dans lesquels l'on sait que les besoins et les préoccupations de la population féminine sont les plus aigus pour se placer en première ligne des efforts déployés pour promouvoir les questions relatives aux femmes et au développement. Un certain nombre des interventions fondamentales du Fonds sont directement liées aux initiatives qui seront prises dans les années à venir à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies et à des conférences internationales. UNIFEM s'est donc efforcé d'intensifier sa collaboration avec d'autres organes de l'ONU, et notamment les divisions qui ont pour mission de promouvoir les femmes et le développement, ainsi qu'avec d'importants groupes de donateurs. Il a également entrepris d'examiner les questions qui commencent à se poser à l'échelle de la planète mais sont d'origine régionale et de s'attaquer à ces problèmes. Les principaux sujets de préoccupation en ce domaine sont rapidement décrits ci-après.

L'environnement

79. Comme indiqué en introduction, avec l'appui d'UNIFEM, une conseillère spéciale pour les questions relatives à la condition de la femme et au développement a été nommée et chargée de contribuer à l'intégration de ces questions dans les activités principales de la CNUE. Pendant la période sur laquelle porte ce rapport, la Conseillère spéciale auprès de la CNUE a favorisé la formulation de directives aux fins de la définition des politiques, programmes, législations, procédures et pratiques qui seront adoptés à l'avenir pour appuyer la promotion de la femme dans les domaines de l'environnement et du développement. Elle a également dirigé un symposium sur "Les femmes et les enfants d'abord" dont le premier Comité préparatoire avait demandé l'organisation à sa première session pour permettre d'analyser la relation entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Le rapport de cette réunion a été soumis au Comité préparatoire à sa troisième session et a été la base de nombre des idées qui ont été incluses dans Action 21. La Conseillère spéciale a également conçu un questionnaire sur la contribution des femmes à un développement durable pour étendre la portée du processus de présentation de rapports nationaux à la Conférence.

80. Bien que les politiques générales qui dictent le programme de travail de la CNUE prévoient l'inclusion des questions d'équité entre les sexes dans tous les aspects de ses travaux, l'on ne perçoit pas encore suffisamment la nécessité d'accorder un traitement particulier à la condition féminine dans les efforts d'intégration de ces questions dans la politique générale. Qui plus est, l'ampleur de l'appui administratif et budgétaire accordé à ces efforts est encore jugée inadéquate.

81. Pour institutionnaliser une intégration appropriée des aspects environnementaux dans les opérations globales d'UNIFEM, une Conseillère technique financée par les Pays-Bas a pris ses fonctions au Fonds au début de février 1991. Outre qu'elle a procédé à des examens techniques des projets en cours en Bolivie, au Sénégal, à Sao-Tome et au Zimbabwe, préparé des études de

/...

cas sur les projets d'UNIFEM se rapportant à l'environnement, participé à plusieurs ateliers et préparé toute une série de brochures d'information sur les femmes et le développement, elle a également fourni sa contribution aux questions de fonds dans le cadre du processus du Comité préparatoire et aidé à promouvoir la question des femmes et du développement dans le cadre de plusieurs conférences internationales, et notamment l'Assemblée mondiale sur les femmes et le développement - partenaires dans la vie qui a été parrainée par le PNUE, et le Congrès mondial des femmes pour la santé de la planète parrainé par le Comité d'action politique pour l'environnement et le développement qui s'est réuni à Miami (Floride) en novembre 1991.

Réfugiées

82. Près de 75 % des 15 millions de réfugiés recensés dans le monde sont des femmes et des enfants. Leur nombre s'accroît rapidement et leurs besoins sont maintenant supérieurs à ceux auxquels peuvent faire face, avec les moyens dont ils disposent, les organismes traditionnels qui se trouvent en première ligne pour assurer la fourniture d'une protection et de secours d'urgence. L'on compte actuellement des réfugiés dans plus de 100 pays et certains d'entre eux vivent dans des camps et dans des situations d'urgence depuis plusieurs générations. Des enfants sont nés et ont été élevés sous la protection d'organismes comme le HCR et passent leur vie à attendre l'adoption d'une solution politique qui permettrait à leur famille de rentrer chez elle. Dans la vaste majorité des cas, ces familles ont pour chef et soutien économique une femme qui, ayant fui à cause de la guerre ou de désastres naturels, ont perdu mari, père, fils et frères parce qu'ils sont morts au combat, ont été recruté par les armées de résistance ou ont émigrés en quête de travail. D'autres ont tout simplement été abandonnées et doivent élever leurs enfants seules.

83. La grande majorité des femmes réfugiées sont encore moins en mesure d'obtenir les services essentiels et un appui au développement qu'elles ne l'étaient auparavant dans leurs communautés. Les installations de réfugiés sont généralement gérées et administrées par des hommes qui ont tendance à préférer accorder des cartes d'identité, des rations alimentaires, des cartes médicales et autres secours aux chefs de ménage de sexe masculin. Les femmes sont doublement désavantagées car elles n'ont pas leur juste part des ressources disponibles et ne sont pas protégées de l'exploitation et des abus. UNIFEM a entrepris de promouvoir la sensibilisation à l'équité entre les sexes pour les réfugiés et de fournir son appui à des modèles qui donnent aux réfugiées elles-mêmes les moyens de prendre leur destinée en main et d'éliminer les obstacles à leur accès à l'aide humanitaire.

84. Dans le cadre de la préparation d'une réponse à "United Nations system-wide assesment of the urgent needs of refugee women", UNIFEM a établi un document de politique générale qui fournit un cadre conceptuel aux activités régionales et mondiales et renforce sa collaboration avec le HCR. L'objectif principal recherché en ce domaine concerne l'inclusion des besoins des femmes réfugiées dans les préoccupations générales grâce à l'amélioration du recouvrement de données spécifiques aux deux sexes, de l'administration des camps et des installations, de la fourniture des services de base et à la protection et à l'accroissement des effectifs féminins à tous les niveaux des activités qui se rapportent aux réfugiés. Des plans sont à l'étude, qui portent sur la participation éventuelle du Fonds au Comité permanent interorganisations pour l'aide humanitaire et sur la manière dont assurer la participation la plus stratégique qui soit d'UNIFEM au fur et à mesure qu'évoluent les nouvelles structures. Le rôle principal du Fonds consistera à servir d'agent de catalyse de manière à donner la parole aux femmes et à faire

/...

connaître les questions qui les intéressent, parallèlement à la poursuite des activités qui couvrent la gamme toute entière des services, des secours à l'assistance au développement, et à formuler des modèles de programmation appropriés.

85. Pendant l'année, UNIFEM a mis au point un projet au Libéria, qui est déchiré par la guerre, pour promouvoir la sécurité alimentaire, améliorer les abris et développer les activités rémunératrices pour les femmes déplacées par les combats. La Fonds a également préparé un programme de relance pour aider les femmes de Jordanie, du Liban et du Yémen qui ont été durement touchées par les bouleversements économiques engendrés par la guerre du Golfe. D'autres initiatives ont été prises, qui concernent les femmes réfugiées et déplacées au Cambodge, en El Salvador, au Malawi et au Pérou. Chaque projet considère les femmes comme une ressource et non comme un fardeau. Il est demandé à celles-ci d'exposer leurs principaux sujets de préoccupation et de participer à la gestion et au déroulement des systèmes retenus. UNIFEM continuera d'oeuvrer de concert avec le HCR et d'autres organismes dans le but d'intégrer les mesures qui s'imposent pour faire face aux besoins des femmes dans tous les domaines de l'assistance aux réfugiés et du développement.

Violence à l'égard des femmes

86. La condition de la femme et la situation des familles est lié au problème de la violence à l'égard des femmes. Bien que ce problème soit généralement considéré comme relevant de la famille ou à la société et soit donc incorporé dans les thèmes "Egalité et paix" des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000, l'examen de cette question dans l'optique du développement est envisagé de plus en plus sérieusement dans les forums internationaux. Une résolution de l'Union interparlementaire (UIP) stipule que la violence et la menace de violence sont en totale contradiction avec les objectifs de développement et d'égalité et demande aux Gouvernements d'examiner la possibilité d'adjoindre un protocole à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Fonds a présenté des plaidoyers, et continuera de le faire, lors de différentes réunions consacrées à la question de la violence à l'égard des femmes en tant qu'obstacle à la pleine participation de ces dernières au développement et financera l'essai d'activités novatrices qui pourraient être répétées en d'autres lieux et/ou dont le champ pourrait être élargi par d'autres organismes.

Quatrième Conférence mondiale consacrée aux femmes, 1995

87. Le processus de réforme des institutions internationales et la réorganisation de l'ONU elle-même allant en s'accélération en 1991, UNIFEM a commencé à s'intéresser à deux manifestations spéciales qui sont prévues pour 1995. La première consistera à célébrer pendant l'année durant le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies qui donnera très probablement lieu à des initiatives axées sur la réforme des institutions internationales et la réorganisation de l'ONU. La deuxième est la quatrième Conférence mondiale consacrée aux femmes, qui examinera les gains et/ou les revers enregistrés par les femmes au cours des dix années qui ont suivi la Conférence de 1985 et évaluera les résultats produits par la Décennie des Nations pour la femme: égalité, développement et paix. Cette conférence examinera également l'ordre du jour pour les femmes d'ici à l'an 2000 et au delà. Une nouvelle mission s'est définie en 1991 pour UNIFEM, à savoir la nécessité de garantir non seulement que les initiatives de réforme de l'ONU seront substantielles et auront des résultats quantifiables pour les femmes,

/...

mais aussi que les objectifs politiques et économiques de la promotion de la femme poursuivis dans le cadre de chacune de ces activités concordent.

88. De plus nombreuses possibilités de collaborer avec la Division de la promotion de la femme de l'Office des Nations Unies à Vienne se sont offertes à UNIFEM. Le Fonds et cette division ont organisé une réunion technique préparatoire conjointe et ont animé des entretiens informels entre parlementaires de sexe féminin à l'occasion de la quatre-vingt cinquième conférence de l'UIP. La Division a en outre demandé à UNIFEM et à la Division pour les femmes et le développement/PNUD de préparer conjointement un document de référence qui examine la mesure dans laquelle les femmes sont effectivement intégrées dans le processus de développement en procédant à une évaluation de l'assistance technique qui puisse être utilisée lors du séminaire interorganisations organisé par la Division de la promotion de la femme en décembre 1991 à Vienne. Au nombre des recommandations figuraient la nécessité de demander aux gouvernements de rendre compte de leurs actions en ce domaine, le lancement d'études comparatives, un nouveau cadre conceptuel pour les femmes et le développement, le renforcement des moyens nationaux, une réallocation des financements dans le but de "combler les écarts" et l'intensification des efforts déployés pour assurer l'égalité en application des lois en vigueur. Ce document de référence pourra être considéré comme la première étape d'un processus visant à ouvrir de nouvelles perspectives sur les femmes et le développement qui devront ensuite être présentées à la quatrième conférence consacrée aux femmes.

F. Diffusion et information

89. Le groupe des partisans dévoués que compte UNIFEM parmi les pays donateurs, les organisations non gouvernementales comme Zonta International et Soroptimist International et les comités nationaux d'UNIFEM³ ont montré qu'ils pouvaient plaider la cause des programmes d'UNIFEM avec une efficacité grandissante. Le montant total des contributions reçues en 1991 d'organisations non gouvernementales, de comités nationaux, de sociétés et de particuliers a augmenté de 50 %, pour atteindre le niveau le plus élevé jamais obtenu de sources privées. La vigueur du soutien apporté par le secteur privé à UNIFEM a également contribué à inciter les Gouvernements à être enclins à accroître leur contribution malgré la récession économique qui sévit dans le monde entier.

90. La Journée internationale de la femme (le 8 mars) est devenue la manifestation annuelle sur laquelle les Comités nationaux de plusieurs pays centrent leur attention. En mars 1991, les Directrices des comités de ces pays se sont adressées à des groupes en Norvège et en Finlande. En Australie, le Comité national a parrainé, en collaboration avec le Gouvernement, des manifestations qui ont été marquées par la visite de Mme Phoebe Asiyo, Ambassadrice itinérante d'UNIFEM. Le premier ministre australien et d'autres hauts fonctionnaires ont participé à ces manifestations.

91. En avril 1991, des représentantes de 13 pays dotés de comités nationaux se sont réunies à Turin (Italie) dans le cadre de la quatrième réunion mondiale des comités nationaux d'UNIFEM pour procéder à des échanges d'information et de vues sur leurs objectifs mutuels et leurs stratégies. Les représentantes sont de ce fait rentrées dans leurs pays déterminées à promouvoir leurs activités dans les années 1990 sachant qu'elles font partie d'un mouvement international de soutien grandissant pour UNIFEM.

91. UNIFEM continue de collaborer avec la Fondation Noël qui est basée aux Etats-Unis et a parrainé le premier prix décerné à des femmes dans les années

/...

1990, dont la remise a lieu tous les deux ans. La Fondation s'efforce de porter les montants engagés à 1 million de dollars. A ce jour, elle a reçu plus de 300 000 dollars.

Activités de plaidoyer

93. Pendant la période couverte par le rapport, le mécanisme de plaidoyer approuvé par le Comité consultatif d'UNIFEM à sa trentième session est devenu opérationnel. Deux consultants ont été recrutés pour aider le chef de la Section à planifier une stratégie de communication globale et axée sur l'avenir pour UNIFEM et examiner les diverses options qui s'offrent au Fonds en ce qui concerne la commercialisation et la distribution de ses publications et des documents qu'il emploie dans le cadre de ses activités de plaidoyer. Des plans sont établis en vue de la publication d'un bulletin d'UNIFEM et de l'établissement de courants d'échange avec les publications d'autres organismes dans le but de renforcer et d'appuyer le rôle de plaidoyer qu'UNIFEM prévoit de remplir.

94. Le budget et les montants de financement mis à la disposition de la section des activités de plaidoyer par d'autres sources ont servi à faciliter diverses opérations en ce domaine. Il est activement procédé à la commercialisation des livres achetés au United States Overseas Educated Fund après la clôture de ses opérations et le produit de ces ventes dépasse déjà 40 000 dollars. Deux vidéos sont en cours de préparation, qui portent sur deux aspects des travaux d'UNIFEM: a) l'environnement et le développement et c) les femmes entrepreneurs. La préparation de cinq nouveaux manuels de référence sur les technologies a démarré grâce à un financement consenti par l'Italie, et un projet du Centre de la tribune internationale de la femme/UNIFEM fournit actuellement une assistance technique aux membres du personnel et aux consultants.

95. La présence du Fonds à la réunion du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme a ouvert la voie à des opérations en collaboration comme le soutien fourni par UNIFEM à l'Institut lors de la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement qui s'est tenue à Dublin. Des entretiens sont actuellement consacrés à la participation éventuelle de l'Institut, du Bureau de statistique de l'ONU¹, du Département de la coopération technique pour le développement et d'autres organismes à des activités de recherche et à l'analyse du rôle des femmes dans les industries extractives qui n'utilisent pas de technologies avancées.

96. En sus de l'accent mis sur les femmes et le développement par le Bureau de statistique de l'ONU¹, le Directeur d'UNIFEM a pris part à une série d'activités pour faire connaître l'existence et encourager la vente de l'ouvrage intitulé "Les femmes dans le monde: 1970-1990"⁴ qui a été publié en juin 1991. Ce livre se vend maintenant à plus de 1 000 exemplaires par mois et est devenu l'un des best-sellers de l'ONU. La résolution 46/98 adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 1991 et l'approbation résolue donnée à cet ouvrage par la Commission de la condition de la femme garantissent que cette publication sera mise à jour dans le cadre des travaux préparatoires de la Conférence mondiale consacrée aux femmes de 1995. Le rôle fondamental joué par UNIFEM, dans cet exemple d'une excellente coopération interorganisations, a consisté à s'assurer que la publication serait présentée et promue d'une manière qui la rende accessible à un vaste auditoire.

/...

III. GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

A. Gestion

97. En 1991, plusieurs chefs de section d'UNIFEM ont participé à la série d'ateliers consacrés à la formation à la gestion organisée par le PNUD. D'autres membres du personnel ont reçu une formation pour apprendre à utiliser divers progiciels informatiques pour ordinateurs personnels. Le personnel des missions de toutes les régions a également reçu une variante du système de gestion du budget qui contient les mêmes informations que celles que peuvent obtenir le personnel du siège. Cette base des données est maintenant mise à jour au minimum chaque trimestre à partir de New York. Il est prévu de poursuivre les améliorations en ce domaine et de procéder à des activités de formation en 1992 de manière à fournir un appui au personnel des programmes lorsque certains aspects de la gestion financière des projets seront pris en charge par les sections régionales.

98. Les entretiens se poursuivent avec la Division des finances du PNUD au sujet de la modification éventuelle des procédures comptables de manière à encore accroître la rapidité et l'exactitude avec laquelle il est possible au Fonds de prendre en compte et d'enregistrer les données relatives aux dépenses. Les décisions prises en la matière dépendront des progrès réalisés par le PNUD en ce qui concerne la mise au point de ses nouveaux systèmes intégrés, et de la possibilité de prendre en compte les besoins spécifiques d'UNIFEM à l'intérieur du système ou parallèlement à celui-ci. Dans l'intervalle, certains obstacles ont été éliminés, ce qui permet maintenant à UNIFEM de procéder directement à l'exécution de certains programmes. Ce système se traduit par un contrôle plus rigoureux de la gestion, une meilleure utilisation des ressources et la satisfaction plus rapide des besoins sur le terrain.

99. L'examen de la Banque de savoir a été mené à bien et il est actuellement procédé à l'évaluation des options futures. La nécessité d'un système de programmation informatique est un fait établi depuis la création de la nouvelle unité de surveillance et d'évaluation. Il sera procédé à l'inventaire des besoins et décidé de la meilleure manière d'y faire face à court terme.

B. Situation financière

100. UNIFEM obtient une aide financière ainsi qu'un appui à ses activités de plaidoyer et autres auprès d'un vaste auditoire international qui se compose de Gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de fondations, de sociétés, de particuliers et de son réseau de comités nationaux.

101. L'appui financier consenti par des Gouvernements a augmenté de près de 35 % en 1991. Il convient en particulier de noter que les Pays-Bas ont doublé leur contribution pour l'année tandis que le Liechtenstein, le Luxembourg et Suriname fournissait leur appui à UNIFEM pour la première fois. Plus de cent pays contribuent maintenant au Fonds. Etant donné le sensible accroissement de l'aide financière consentie par des sources privées, il s'en est suivi un accroissement global de 26 % des revenus de toutes sources.

102. Pendant cette période, le Fonds a continué d'accorder une haute priorité à la fourniture de programmes qui garantissent que ces ressources accrues sont dépensées de manière effective. Aussi le taux des programmes effectivement exécutés en 1991 a-t-il augmenté de plus de 30 % par rapport à 1990.

/...

IV. CONCLUSION

103. Au fur et à mesure que l'année 1995 s'approche, la contribution d'UNIFEM à l'amélioration de la condition socio-économique des femmes devient de plus en plus fondamentale. Dans le cadre des efforts que nous déployons pour éliminer les obstacles à une pleine participation des femmes au processus de développement, UNIFEM tient à remercier tous ceux qui partagent cette vision de l'appui qu'ils lui fournissent.

Notes

1. A dater du 22 juin 1992, le Bureau statistique de l'ONU s'appellera la Division statistique.
2. Towards Development without Poverty in Latin America and the Caribbean, Memorias de la II Conferencia Regional sobre la pobreza (Anglais/Espagnol). Programme des Nations Unies pour le développement. Editorial Presencia Ltda. Bogota, 1991.
3. Comités officiels: Allemagne, Australie, Belgique, Danemark, Finlande, Etats-Unis d'Amérique, France, Islande, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines et Suède.
4. Publication des Nations Unies, No. de vente E.90.XVII.3.